

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
portant prolongation d'exploitation de la carrière de la SARL SOCOVA  
Lieux-dits « Chabaret » et « Chassagnas » sur la commune d'AUBRES

La préfète de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

**VU** le Code de l'environnement, notamment les articles R-516-1, R-512-31 et R-512-33 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°06-0050 du 5 janvier 2006 autorisant la société SOCOVA à exploiter une carrière de roches massives calcaires sur le territoire de la commune d'AUBRES au lieu-dit « Chabaret » sur une superficie de 3ha 89a 65ca pour une durée de 15 ans ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2011040-0008 du 9 février 2011 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière de la SARL SOCOVA à AUBRES ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2014127-0017 du 7 mai 2014 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière de la SARL SOCOVA à AUBRES ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2020 portant prolongation d'exploitation de la carrière de la SARL SOCOVA à AUBRES de deux ans ;

**VU** la demande présentée, le 12 décembre 2022, par la SARL SOCOVA concernant la prolongation d'un an de la durée d'exploitation de la carrière précitée, dans les limites autorisées par l'arrêté d'autorisation ;

**VU** le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 27 décembre 2022;

**VU** le projet d'arrêté porté le 27 décembre 2022 par courriel à la connaissance du demandeur et sa réponse en date du 28 décembre 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que les réserves de matériaux de la carrière d'AUBRES, n'ont pas été totalement exploitées ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de prolongation est sollicitée pour une durée d'un an et que, compte-tenu de la durée initiale d'autorisation d'exploitation de la carrière, la durée totale d'exploitation n'excédera pas 30 ans ;

**CONSIDÉRANT** que la société souhaite poursuivre son activité, le temps de la fin de l'instruction de la procédure d'autorisation environnementale relative au projet de renouvellement et d'extension de sa carrière ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation se fera dans les mêmes conditions et limites que celles prévues par l'arrêté d'autorisation actuel ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Drome

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Prolongation d'exploitation**

La SARL SOCOVA est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière de roches massives calcaires sur le territoire de la commune d'AUBRES, au lieu-dit « Chabaret » et « Chassagnas » jusqu'au 5 janvier 2024.

### **Article 2 : Conditions d'exploitation**

Les conditions et limites d'exploitation respectent les prescriptions de l'arrêté préfectoral modifié n°06-0050 du 5 janvier 2006.

### **Article 3 : Garanties financières**

Les garanties financières seront maintenues jusqu'à leur levée par arrêté préfectoral après consultation du maire de la commune d'AUBRES .

Leur montant s'élève à :

Période 2023-2024	57 828,00 €
-------------------	-------------

L'exploitant transmettra à l'inspection de l'environnement, sous un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, un document attestant de la constitution des garanties financières.

#### **Article 4 : Délais et recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

#### **Article 5: Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie d'AUBRES pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire d'AUBRES fera connaître par procès-verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 6 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire d'AUBRES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL SOCOVA.

Fait à Valence, le **23 JAN. 2023**

La préfète,

  
Pour la Préfète, et par délégation  
La Secrétaire Générale  
**Marie ARGOUARC'H**

